

Actifs pour vous.

Association « ASFODEP »

17 Rue Henri Sellier

79000 NIORT

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice : 31 DECEMBRE 2024

Christophe CHAUMONOT – Julien DROCHON
Experts comptables – Commissaires aux comptes

BCA CONSEIL EXPERT
SAS au capital de 200 000 € - RCS NIORT 392 285 565



1 rue Frida Kahlo – 79000 NIORT – Tél : 05 49 77 17 37
2 espace des Chênes Verts – Saint-Martin-Lès-Melle - 79500 MELLE – Tél : 05 49 29 11 01
38 rue des Sables – 85140 ESSARTS EN BOCAGE – Tél : 02 44 51 03 47

www.conseilbca.fr – contact@conseilbca.fr

Retrouvez-nous sur Facebook & LinkedIn



Association ASFODEP
Siège social : 17 Rue Henri Sellier
79000 NIORT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux Adhérents,

1- OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ASFODEP relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association ASFODEP à la fin de cet exercice.

2- FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note **HYPOTHESES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS** de l'annexe des comptes annuels.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note **FAITS SIGNIFICATIFS « Dossiers Compensations financières »** de l'annexe concernant les sommes à reverser à la Région.



3- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'association a comptabilisé dans les produits de l'exercice 2024 une somme de 410 364 € au titre de la compensation financière HSP.

Nous nous sommes assurés de la cohérence de la méthode d'évaluation du produit pour l'exercice 2024. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4- VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5- RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association ASFODEP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

6- RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

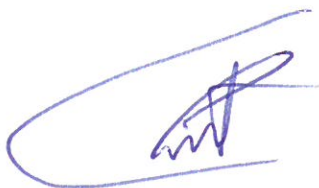
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NIORT, le 12 mars 2025

Le Commissaire aux comptes

BCA CONSEIL EXPERT, représenté par Christophe CHAUMONOT





ACTIF DE BILAN	Brut	Amort. provisions	Net 31/12/24	Net 31/12/23	PASSIF DE BILAN	Net 31/12/24	Net 31/12/23
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Licences de logiciels	20 267	20 057	210	2 361	FONDS PROPRES		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Aménagements	368 740	81 792	286 948	323 471	Réserves pour projets associatifs (LCD et LCI)	20 827	20 827
Mobilier de bureau	88 266	70 655	17 610	24 736	Réserve facultative	240 940	325 567
Informatique administrative	25 524	20 680	4 845	11 313	Report à nouveau	0	0
Informatique & matériel pédagogique	129 561	122 387	7 175	13 219	EXCÉDENT / DÉFICIT	-139 525	-84 627
Avances et acomptes versés	0		0	0	Situation nette (sous total)	122 242	261 767
					Fonds dédiés sur subventions	0	0
					TOTAL DES FONDS PROPRES	122 242	261 767
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Parts sociales Caisse Epargne	100		100	100	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Cautions des locaux et prêt	20 942		20 942	20 942	Provisions pour risques	91 173	120 980
					Provisions pour charges	60 252	54 673
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	653 400	315 571	337 829	396 142	TOTAL DES PROVISIONS	151 425	175 653
CREANCES							
Avances et acomptes versés	0		0	0	DETTE		
Usagers et comptes rattachés	247 425	4 020	243 405	439 025	Emprunts et dettes auprès des étab. crédit	283 739	315 096
Produits à recevoir sur conventions	0		0	0	Avances et acomptes reçus	0	0
Autres produits à recevoir	115		115	1 749	Dettes fournisseurs de formation	11 059	24 570
Autres créances	0		0	0	Autres dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 755	43 964
					Dettes fiscales et sociales	150 696	168 751
TRESORERIE							
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Disponibilités	210 442	0	210 442	201 789	Charges à payer sur conventions de formation	42 558	81 665
Caisse	195	0	195	1 345	Autres dettes		0
TOTAL ACTIF CIRCULANT	458 177	4 020	454 157	643 908	TOTAL DES DETTES	530 807	634 046
COMPTES DE REGULARISATION							
Charges constatées d'avance	12 488	0	12 488	36 952	COMPTES DE REGULARISATION		
					Produits constatés d'avance		5 536
TOTAL GENERAL	1 124 065	319 591	804 474	1 077 002	TOTAL GENERAL	804 474	1 077 002

COMPTE DE RESULTAT		2024	2023	Variation
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Prestations de formation et accompagnement		904 869	924 883	- 2,2%
dont prestations en sous-traitance			-	
Subventions accompagnement Niort et Thouars		35 148	26 291	+ 33,7%
Compensation Service Public de Formation (SIEG)		495 478	655 135	- 24,4%
Chiffre d'affaires (sous-total)		1 435 495	1 606 309	- 10,6%
Reprise sur provision augmentation loyer		635	-	- 100,0%
Transferts de charges		-	3 171	- 13,8%
Utilisation des fonds dédiés		-	-	+ 285,5%
Cotisations sans contrepartie		405	470	+ 301,2%
Locations de salles		4 499	1 167	- 10,3%
Autres produits (ACCEA, Prime OFFI et divers)		5 183	1 292	- 27,5%
Total des produits d'exploitation		1 446 218	1 612 409	- 31,3%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de sous-traitance		104 943	144 820	- 9,7%
Honoraires formation		27 835	40 528	+ 9,9%
Autres achats et charges externes		335 716	371 936	- 1,7%
Impôts, taxes et versements assimilés		76 569	69 671	- 3,6%
Salaires et traitements		723 360	735 659	- 3,3%
Charges sociales		242 659	251 750	- 29,2%
Dotations aux amortissements		60 579	62 677	+ 29,1%
Dotations aux provisions sur actif circulant		600	-	
Dotations sur provision IFC		5 579	7 884	+ 545,5%
Dotations aux provisions pour risques et charges		6 840	5 297	- 6,2%
Reports en fonds dédiés		-	-	+ 78,1%
Autres charges		142	22	#DIV/0!
Total des charges d'exploitation		1 584 822	1 690 244	- 23,5%
EXPLOITATION		- 138 605	- 77 836	+ 0,0%
PRODUITS FINANCIERS				
Intérêts moratoires		-	-	- 23,5%
Intérêts sur Livrets		4 409	5 764	+ 0,0%
Intérêts sur parts sociales CEAPC		3	3	- 23,5%
Total des produits financiers		4 412	5 767	- 0,6%
CHARGES FINANCIERES				
Intérêts de l'emprunt		6 648	6 691	+ 142,0%
Total des charges financières		6 648	6 691	+ 78,8%
FINANCIER		- 2 236	- 924	
COURANT		- 140 841	- 78 760	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				



Variation

+ 585,5%

+ 585,5%

- 100,0%

- 122,4%

+ 64,9%

- 6,5%

- 10,3%

- 6,5%

- 10,3%

+ 64,9%

COMPTE DE RESULTAT		2024	2023
- sur gestion - ristourne chèque déjeuner		1 316	192
- sur gestion	- sur gestion - ajustement IMA Protect	-	-
- sur opérations en capital	- sur gestion	-	-
Reprise sur provisions	- sur opérations en capital	-	-
Transferts de charges	Reprise sur provisions	-	-
Total des produits exceptionnels	Transferts de charges	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 316	192
- sur gestion -	Total des produits exceptionnels		
- sur gestion -	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
- sur gestion -	- sur gestion - ajustement PLIE FSE		1 336
- sur gestion -	- sur gestion - ajustement CCA 2022		1 761
- sur opérations en capital - VNC mise au rebut	- sur gestion - régularisation prévoyance 2022		2 802
Ajustement HSP	- sur gestion - créances irrécouvrables		160
Total des charges exceptionnelles	- sur opérations en capital - VNC mise au rebut		-
EXCEPTIONNEL	Ajustement HSP		-
NET	Total des charges exceptionnelles	- 139 525	6 059
	EXCEPTIONNEL		- 5 867
	NET		- 84 627

Total des charges	1 591 469,74	1 702 994,58
Total des produits	1 451 944,83	1 618 367,49

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
Dons en nature	-	Dons en nature	-
Prestations en nature	-	Prestations en nature	-
Bénévolat	-	Bénévolat	-
Total des contributions volontaires en nature	-	Total des contributions volontaires en nature	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
Secours en nature	-	Secours en nature	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	Mises à disposition gratuite de biens	-
Prestations en nature	-	Prestations en nature	-
Personnel bénévole	-	Personnel bénévole	-
Total des charges des contributions volontaires en nat	-	Total des charges des contributions volontaires en nat	-

Total général des charges	1 591 469,74	1 702 994,58
Total général des produits	1 451 944,83	1 618 367,49
Net avec centimes	- 139 524,91	- 84 627,09

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le

Par ailleurs la présentation des comptes reprend les obligations faites aux organismes de formation (Code du travail, L6352-6 à L6352-9, D6352-16 à D6352-18, R6352-19 à R6352-21 et arrêté du 02 août 1995).

Toutes les immobilisations sont amorties de manière linéaire. Les durées d'amortissement sont de deux ans pour les logiciels, trois ans pour le matériel informatique, cinq ans pour les matériels pédagogiques, mobiliers et matériels de bureau et de dix ans pour les aménagements.

HYPOTHESES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels font apparaître un déficit de 139 525 €, lequel succède à un déficit de 84 627 € en 2023, les exercices 2021 et 2022 étant également déficitaires de 19 K€ chacun.

Les mesures de redressement mises en place consistent en une réduction de la masse salariale et dans la recherche de nouveaux marchés. Mais elles ne produiront leurs effets qu'à moyen terme.

Les informations prévisionnelles 2025 laissent entrevoir :

- un résultat proche de l'équilibre et un autofinancement net positif,
- une impasse de trésorerie en fin d'année qui s'aggraverait en 2026

Cette situation entraîne une incertitude significative sur la capacité de l'Association à poursuivre son activité. En conséquence elle pourrait ne pas être en mesure d'acquitter ses dettes et de réaliser ses actifs dans le cadre

INFORMATIONS SUR LES CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES INDUITS PAR L'APPLICATION DU NOUVEAU REGLEMENT ANC N°2018-06

Concernant :

La comptabilisation des cotisations : les cotisations versées à l'asfodep (personnes morales ou personnes physiques) sont toutes sans contrepartie. Elles sont donc regroupées sur le même libellé au compte de résultat.

L'utilisation des fonds dédiés liés aux biens amortissables : aucun fonds dédié aux bien amortissables n'est comptabilisé.

Les règles de transfert d'un fond dédié d'un projet finalisé à un autre sur accord du tiers financeur : aucun transfert d'un fond dédié d'un projet finalisé à un autre sur accord du tiers financeur.

L'impact du changement de méthode et des postes concernés sur les subventions d'investissement : aucune subvention d'investissement n'est comptabilisée.

Les modalités de recensement, de quantification et de valorisation des Contributions Volontaires en Nature : seuls les locaux mis à disposition font l'objet d'une valorisation établie par le propriétaire et comptabilisée par exercice.



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Aucune contribution volontaire en nature



SITUATION FISCALE

L'Association n'est pas assujettie à l'impôt (TVA, impôt sur les sociétés et CET).

En tant que locataire de ses locaux, l'Association est assujettie à la taxe foncière.

DÉTAIL DU PROJET ASSOCIATIF ET DE SON FINANCEMENT

L'Association est un organisme de formation pour salariés, demandeurs d'emploi et aide à l'insertion socioprofessionnelle des publics en difficulté.

Elle a un projet associatif autour de la lutte contre les discriminations à l'emploi et la promotion de l'égalité de traitement, créé par l'Assemblée Générale 2005 statuant sur les comptes 2004.

Un second projet associatif de lutte contre l'illettrisme a été créé par l'Assemblée Générale 2017.

Les financements et ressources qu'elle reçoit proviennent :

- des cotisations de ses Membres.
- de prestations de services pour des entreprises et des commanditaires publics d'appel d'offres
- de services d'intérêt économique général (SIEG) pour le compte de la Région Nouvelle-Aquitaine
- de subventions publiques versées en contrepartie de prestations pour le compte :
 - de la Communauté d'Agglomération du Niortais,
 - de la Région Nouvelle-Aquitaine,
 - du Conseil Départemental des Deux-Sèvres
 - du Fonds Social Européen
 - de l'État pour l'intégration des migrants et l'accès à la nationalité française



FAITS SIGNIFICATIFS

Dossiers Compensations financières

Les compensations financières Habilitations de Service Public (HSP) Qualification et Socle de Compétences 2023 et 2024 sont toujours en attente d'instruction par la Région Nouvelle-Aquitaine.

Par prudence, les compensations des Habilitations de Service Public (HSP) Qualification et Socle de Compétences sont provisionnées.

Le détail des provisions se situe page 4 de ce document.

Fonds dédiés

Au cours de l'exercice 2024, il n'y a aucune opération sur les fonds dédiés à déclarer.

Notes sur le personnel

Les engagements liés aux indemnités légales et conventionnelles de départ à la retraite ont été évalués à la date de clôture des comptes. Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation sur l'exercice.

Le montant de l'indemnité déterminé prend en compte l'ancienneté du personnel, la probabilité de présence dans l'association à la date de départ à la retraite et elle repose sur les critères suivants :

- départ à l'initiative du salarié à 65 ans
- calcul selon la méthode rétrospective prorata temporis
- progression des salaires : 2 %
- taux de rotation du personnel : 2 %
- taux de charges patronales cadres : 54,98 % et non cadres : 52 %
- table de mortalité TV88/90
- convention collective : organisme de formation.

Le montant estimé est de 60 252 €, enregistré en compte de provision pour indemnité de fin de carrière en 2024. Le montant en provision était de 54 673 € en 2023. Sur l'exercice 2024, il a été comptabilisé une dotation de 5579

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Tableau des mouvements des immobilisations (montants bruts)

	Début exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin exercice
<u>Immobilisations incorporelles</u>	20 267,25	-	-	20 267,25
Logiciels	1 604,46			1 604,46
Logiciels pédagogiques	18 452,79			18 452,79
Brevet Valeurêka	210,00			210,00
<u>Immobilisations corporelles</u>	610 619,87	2 266,80	795,60	612 091,07
Aménagements et installations	3 511,06			3 511,06
Aménagements 17 rue HS	365 228,84			365 228,84
Mobilier de bureau	88 265,61			88 265,61
Informatique administrative	25 524,32			25 524,32
Matériel pédagogique	408,56			408,56
Informatique pédagogique	127 681,48	2 266,80	795,60	129 152,68
<u>Immobilisations financières</u>	21 041,67	-	-	21 041,67
Titres	100,00			100,00
Dépôts versés	1 200,00			1 200,00
Dépôt garantie 17 rue HS	14 666,67			14 666,67
Caution Prêt	5 075,00			5 075,00
TOTAL GÉNÉRAL	651 928,79	2 266,80	795,60	653 399,99

Tableau des mouvements des amortissements

	Début exercice	Sorties	Dotations	Fin exercice
<u>Immobilisations incorporelles</u>	17 906,07	-	2 151,18	20 057,25
Logiciels	1 604,46			1 604,46
Logiciels pédagogiques	16 301,61		2 151,18	18 452,79
<u>Immobilisations corporelles</u>	237 881,03	795,60	58 428,29	295 513,72
Aménagements et installations	3 511,06			3 511,06
Aménagements 17 rue HS	41 758,14		36 522,89	78 281,03
Mobilier de bureau	63 529,47		7 125,80	70 655,27
Informatique administrative	14 211,62		6 468,20	20 679,82
Matériel pédagogique	408,56			408,56
Informatique pédagogique	114 462,18	795,60	8 311,40	121 977,98
<u>Immobilisations financières</u>	-	-	-	-
Titres	-	-	-	-
Dépôts versés	-	-	-	-
Dépôt garantie 17 rue HS	-	-	-	-
Caution Prêt	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	255 787,10	795,60	60 579,47	315 570,97

PROVISIONS

	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provision risque HSPQ	40 416,00		12 287,53	28 128,47
Provision risque HSPS	75 267,00		23 724,01	51 542,99
Provision loyers	5 297,00	6 840,00	635,00	11 502,00
Provision retraite	54 673,00	5 579,00	-	60 252,00
Provision pour dépréciation	3 420,00		-	3 420,00
TOTAL GÉNÉRAL	179 073,00	12 419,00	36 646,54	154 845,46

COMPTES DE RÉGULARISATION

Charges constatées d'avance

Abonnements	1 639,60
Adhésions	100,00
Maintenance informatique et logiciels	556,44
Cartes et chèques déjeuner	9 183,33
Locations	1 008,86
TOTAL GÉNÉRAL	12 488,23

Produits constatés d'avance

TOTAL GÉNÉRAL	-

Charges à payer

Dettes provisionnées pour congés à payer	65 144,51
Charges sociales sur congés à payer	31 254,34
Impôt société (intérêts placements financiers)	372,00
TOTAL GÉNÉRAL	96 770,85

Produits à recevoir

TOTAL GÉNÉRAL	-

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

CRÉANCES	montant brut	Échéances	
		jusqu'à un an	à plus d'un an
Créances usagers	243 405	243 405	-
Avances versées	-	-	-
Autres créances	115	115	-
TOTAL	243 520	243 520	-
DETTES	montant brut	Échéances	
		jusqu'à un an	à plus d'un an
Emprunts & dettes auprès des étab. de crédit	283 739	32 058	251 681
Avances reçues sur commandes en cours	-	-	-
Dettes fournisseurs	53 814	53 814	-
Dettes sociales et fiscales	150 696	150 696	-
Dettes sur immobilisations	-	-	-
Autres dettes	42 558	42 558	-
TOTAL	530 807	279 126	251 681

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	à l'ouverture	affectation du résultat
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	20 827,00	
Écarts de réévaluation		
Réserves	325 566,86	- 84 627,09
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	- 84 627,09	84 627,09
Situation nette	261 766,77	-
Fonds propres consommables	-	
Subventions d'investissement	-	
Provisions réglementées	-	
TOTAL	261 766,77	-

Variation des fonds propres	augmentation	diminution ou consommation	à la clôture
Fonds propres sans droit de reprise			-
Fonds propres avec droit de reprise			20 827,00
Écarts de réévaluation			-
Réserves			240 939,77
Report à nouveau			-
Excédent ou déficit de l'exercice	- 139 525,01	-	139 525,01
Situation nette	- 139 525,01	-	122 241,76
Fonds propres consommables			-
Subventions d'investissement			-
Provisions réglementées			-
TOTAL	- 139 525,01	-	122 241,76

SUBVENTIONS REÇUES

Subventions de fonctionnement

Provenance	Éléments concernés	Montant
Niort Agglo (Contrat de Ville)	Accompagnement PLIE du Niortais	4 250,00
Niort Agglo (Contrat de Ville)	Tests psycho-techniques pour PLIE du Niortais	6 266,00
Niort Agglo (Contrat de Ville)	Atelier gestion du stress	3 100,00
Conseil Départemental 79	Accompagnement PLIE du Niortais	11 532,33
Fonds Social Européen	Accompagnement PLIE du Niortais	6 000,00
Contrat de ville de Thouars	Atelier de français	4 000,00
Région Nouvelle-Aquitaine	Compensation Habilitation de Service Public Qualification	85 114,00
Région Nouvelle-Aquitaine	Compensation Habilitation de Service Public Qualification 2	84 774,35
Région Nouvelle-Aquitaine	Compensation Habilitation de Service Public Socle de Compétences	325 590,00
TOTAL GÉNÉRAL		530 626,68

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RESSOURCES

Actions de formation (hors subventions et compensation)	904 869
Subvention d'exploitation	35 148
Compensation financière de Services d'Intérêt Économique Général (SIEG)	495 478
Reprise sur provision augmentation loyer Bressuire	635
Cotisations des adhérents	405
Locations de salles	4 499
Prestations ACCEA CRFH	2 000
Prime OFII	3 176
Produits divers de gestion courante	7
TOTAL GÉNÉRAL	1 446 218

ORIGINE DES RESSOURCES DE L'ORGANISME

Origine des fonds	Montant (2024)		Montant (2023)	
	en K€	en %	en K€	en %
<i>I. Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>				
Entreprises	61	4%	37	2%
Communauté Agglo Niort		0%	-	0%
Ville de Niort		0%	-	0%
État, collectivités locales, ...		0%	-	0%
Entreprises : via OPCO, ...		0%	-	0%
Particuliers	45	3%	41	3%
Sous-Total I	106	7%	78	5%
<i>II. Ressources provenant des pouvoirs publics</i>				
Instances européennes	12	1%	12	1%
État	628	44%	689	43%
Régions	655	46%	803	50%
Niort Agglo	14	1%	10	1%
Ville de Niort		0%		0%
Conseil départemental 79	16	1%	16	1%
Autres collectivités territoriales	4	0%		0%
Sous-Total II	1 329	93%	1 530	95%
<i>III. Autres</i>				
Autres organismes de formation		0%		0%
Autres ressources		0%		0%
Sous-Total III		0%		0%
Total des ressources	1 435	100%	1 608	100%

DÉCOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITÉ

Finalité des actions	2024		2023	
	en K€	en %	en K€	en %
Certification			235	15%
Perfectionnement			1 271	79%
Orientation-accompagnement			102	6%
Total	-	100%	1 608	100%

VARIATION DES FONDS DÉDIÉS

Variation des fonds dédiés issus de	à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation	
			Montant global	dont remboursements
Subventions d'exploitation	-			
Contributions financières d'autres organismes	-			
Ressources liées à la générosité du public	-			
Total	-	-	-	-

Variation des fonds dédiés issus de	Transferts	A la clôture de l'exercice	
		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation		-	
Contributions financières d'autres organismes		-	
Ressources liées à la générosité du public		-	
Total	-	-	-

CONVENTIONS DE SOUS-TRAITANCE

Libellé	Origine	Volumes financiers		
		Montant 2024	Ss- Co-traitance	Solde
Socle de Compétences	Région	325 590	104 943	220 647
				-
	Total	325 590	104 943	220 647

CONVENTIONS DE CO-TRAITANCE

Libellé	Origine	Volumes financiers		
		Montant 2023	Ss- Co-traitance	Solde
				-
				-
	Total	-	-	-

VENTILATION DU RESULTAT

Insuffisance d'Exploitation	- 138 605,49	99%
Insuffisance Financière	- 2 235,63	2%
Insuffisance Courante	- 140 841,12	101%
Produits Exceptionnels		
Ristourne chèque déjeuner	1 316,00	
Reprise de provisions		
Charges Exceptionnelles		
Ajustement Plie FSE		
Créances irrécouvrables		
Insuffisance exceptionnelle	1 316,00	-1%
Insuffisance nette	- 139 524,91	100%

GARANTIE DES DETTES

Aucune caution personnelle des dirigeants
Aucune garantie accordée par les collectivités territoriales

COMPLÉMENTS RÉGLEMENTAIRES

Aucune avance et aucun crédit alloué aux dirigeants
Aucune contribution volontaire
Aucune caution, aval ou garantie donnée
Aucune sûreté réelle consentie (hypothèques et nantissement)
Aucune réévaluation

DONNEES SOCIALES AU 31 DECEMBRE

Effectif moyen 20,74
Indemnités de fin de carrière (prévisions) 60 252 €

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Montant total TTC des honoraires du
commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 4 912,00

Fait à Niort, le 12 mars 2025

La Présidente
Florence VILLES

Le Trésorier
Gilles FORGET